

De nombreux sujets qui fâchent au menu de la réunion des Vingt-huit avec la Turquie

UE Les dirigeants européens ont rendez-vous ce lundi avec le président Erdogan.

Le ton risque de monter entre les leaders de l'Union européenne et le président turc Recep Tayyip Erdogan, réunis ce lundi à Varna (Bulgarie). Lors du sommet européen des jeudi et vendredi derniers à Bruxelles, les Vingt-huit n'y ont pas été avec le dos de la cuillère pour rappeler à l'ordre les partenaires internationaux qui multiplient les provocations à l'égard de certains Etats membres.

“Ce sommet a été un moment où les leaders européens ont compris qu'ensemble ils sont un superpouvoir”, a d'ailleurs noté un insider des discussions. Tout comme ils ont fait bloc avec Londres face à la Russie, dont l'implication dans l'empoisonnement d'un ex-agent russe au Royaume-Uni a été qualifiée comme *“hautement probable”*, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont fermement condamné l'attitude d'Ankara envers Chypre et la Grèce.

Dans les conclusions adoptées après de longues heures de négociations dans la nuit de jeudi à vendredi, les Vingt-huit ont exprimé unanimement leur solidarité avec Nicosie et Athènes, en condamnant les *“actions illégales continues menées par la Turquie en Méditerranée orientale et en mer Egée”*. Les deux Etats membres font actuellement face à nombre de provocations de la part d'Ankara.

Confrontation évitée de justesse

Le 11 février dernier, la République de Chypre a estimé que la Turquie avait *“violé le droit international”* en empêchant un navire italien d'aller forer dans les eaux chypriotes. Cet incident s'inscrit dans un contexte de tensions autour de l'exploration chypriote d'un gisement de méthane découvert à l'est de l'île, dont le tiers nord a été envahi par les troupes turques en 1974. La Turquie exige la sus-

pension de ces activités dans l'attente d'une solution à la division de l'île. Mais plusieurs tentatives de réunification entre la République de Chypre et la République autoproclamée de Chypre du Nord ont échoué, cet incident risque de compliquer encore plus la résolution du problème de l'île.

Les Etats membres ont donc exhorté la Turquie à *“respecter le droit international et les bonnes relations de voisinage, et de normaliser les relations avec les Etats membres de l'UE”*.

Ils ont également exprimé, jeudi, leur *“grave inquiétude face à la détention de citoyens de l'UE en Turquie”*. En

effet, deux de ses soldats y sont toujours emprisonnés depuis leur arrestation le 1^{er} mars. Cet incident a envenimé les relations entre les deux pays, déjà traversées par de vives tensions depuis plusieurs mois.

En effet, Athènes refuse toujours d'extraire huit officiers turcs ayant fui leur pays en hélicoptère le lendemain du coup d'Etat raté contre le régime de Recep Tayyip Erdogan, le 15 juillet 2016.

De manière générale, la Grèce est redevenue

une terre d'asile pour les personnes fuyant l'oppression orchestrée par le gouvernement turc, ce qui n'est évidemment pas du goût d'Ankara qui y voit *“une attitude déloyale”*.

Cerise sur le gâteau : le 13 février dernier, un patrouilleur de gardes-côtes turc a percuté un navire grec en mer Egée. *“Nous voyons ces derniers*

temps une attitude turque provocatrice qui nous préoccupe très sérieusement”, dans un contexte de *“déstabilisation dans la région”* avait alors commenté le porte-parole du gouvernement grec. Deux bateaux de guerre turc et grec étaient déjà en-

très en collision près d'Imia le 17 janvier, mais Athènes avait alors préféré imputer l'accident à une "probable erreur du navire turc". Ces incidents font toutefois écho à l'époque où, dans cette même zone, une confrontation militaire entre la Grèce et la Turquie avait été évitée de justesse en janvier 1996, grâce à l'intervention de Washington.

De son côté, la Turquie a d'ores et déjà rejeté vendredi les critiques "*inacceptables*" de l'Union européenne qui soutient la Grèce et Chypre "*parce qu'ils [en] sont membres, sans se demander s'ils ont raison*". La question des contentieux territoriaux sera donc au menu des discussions de Varna. Mais pas que.

Dans une lettre adressée au président du Conseil européen Donald Tusk, 75 eurodéputés ont exhorté les Etats membres à aborder avec Recep Tayyip Erdogan le manque de liberté d'expression en Turquie et à lui réclamer la libération des "dizaines de journalistes et autres personnes détenus injustement" dans le pays. "Leur sort devrait être au centre des préoccupations des leaders de l'UE à Varna", ont estimé les eurodéputés, plaidant pour que cette rencontre soit "un tournant".

Bruxelles forcée de coopérer avec Ankara

C'est dire si les sujets qui fâchent ne manqueront pas ce lundi. "*J'envisage cette rencontre avec des sentiments mé-*

langés et divers parce que la masse de problèmes conflictuels entre la Turquie et l'UE ne cesse de grandir. Nous allons avoir une discussion franche, sans cacher nos désaccords", a prédit Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, tout en insistant sur la nécessité de coopérer avec ce partenaire.

En effet, les Européens comptent toujours sur la Turquie pour empêcher une nouvelle crise migratoire. Deux ans après sa signature, le controversé accord migratoire entre l'UE et Ankara a d'ailleurs été renouvelé le 18 mars dernier, les Européens promettant une seconde aide de 3 milliards d'euros pour les deux prochaines années pour l'accueil des réfugiés. La Turquie espère d'ailleurs que le sommet de Varna permette à l'Union de montrer "*une attitude plus constructive pour éliminer les problèmes de confiance et appliquer leurs décisions*", notamment la libéralisation des visas pour les Turcs voyageant dans l'UE et l'aide financière européenne prévue aux termes de leur accord migratoire controversé de mars 2016.

"*Les réunions au niveau des leaders peuvent avoir pour effet d'empirer ou, au contraire, améliorer les choses*", expliquait vendredi une source européenne. Quelle que soit l'issue du sommet de Varna, le fait est que l'Union européenne est condamnée à continuer à coopérer avec Ankara.

Maria Udrescu